*Walf*Quotidien N°10244
VENDREDI 29 MAI 2026

Quand les signaux se brouillent, un pays en pâtit

Notation souveraine, secteur privé exsangue et responsabilité collective : dans cette polémique, il n'y a pas de vainqueurs, il n'y a qu'un seul perdant.

I. Un signal, pas un simple événement technique

Il y a des moments où un pays doit apprendre à se tenir droit non pas parce que tout va bien, mais parce que vaciller serait pire encore. La décision de *Bloomfield* d'assombrir la perspective de la note souveraine du Sénégal n'est pas un simple événement technique. C'est un signal. Et dans la finance internationale, les signaux comptent autant que les fondamentaux.

Depuis plusieurs années, les dégradations successives ont installé une fragilité perceptible une fissure dans la confiance qui ne dit pas seulement quelque chose de l'économie réelle, mais surtout de la manière dont le pays est perçu. Et dans un monde où les capitaux se déplacent à la vitesse de la confiance, la perception devient un actif stratégique.

Ce qui rend cette nouvelle dégradation particulièrement sensible, c'est qu'elle intervient au moment même où le Sénégal tente de relancer sa dynamique d'attractivité. Le Code des investissements, récemment revu et modernisé, devait constituer un levier majeur de compétitivité. Mais un code, aussi bien conçu soit-il, ne peut compenser des signaux de fragilité macroéconomique. Les investisseurs lisent les textes mais ils scrutent surtout les signaux. Lorsque la perspective souveraine s'assombrit, c'est tout l'effort de promotion des investissements qui se trouve fragilisé : les projets se ralentissent, les (due) diligences s'allongent, les comités de risque se crispent, les arbitrages se déplacent vers des marchés jugés plus stables.

L'ÉCHÉANCE QUI NE PARDONNE PAS

En juin 2026, le Sénégal devra débourser près de 300 milliards de FCFA pour honorer ses engagements sur le marché UMOA-Titres. À cette échéance s'ajoutent les obligations émises par appel public à l'épargne, les crédits bancaires domestiques, les dettes commerciales extérieures et les dettes concessionnelles. Dans ce contexte, chaque signal compte. Chaque mot peut renchérir le refinancement. Chaque excès de langage peut devenir un coût budgétaire. La notation souveraine n'est pas un exercice académique : c'est un thermomètre de confiance. Elle ne dit pas ce que nous sommes. Elle dit comment nous sommes perçus.

II. Le secteur privé : le grand silencieux de la crise

Pendant que le débat politique occupe le devant de la scène, une réalité moins visible mais tout aussi grave se déroule en coulisses : le secteur privé sénégalais est exsangue.

Ce n'est pas une hyperbole. C'est le constat que posent, avec une constance préoccupante, les organisations patronales, les chambres consulaires, les directions d'entreprises de taille intermédiaire. Les carnets de commandes se vident. Les délais de paiement de l'Etat s'allongent au-delà de tout seuil raisonnable. Les lignes de crédit se resserrent. Les banques, elles-mêmes sous tension de liquidité, durcissent leurs conditions d'octroi. Et les entrepreneurs ceux qui, chaque matin, font tourner l'économie réelle, créent des emplois, forment des jeunes, produisent de la valeur avancent dans le brouillard.

Les créances dues par l'Etat au secteur privé constituent une hémorragie silencieuse. Des Pme attendent depuis des mois, parfois des années, le règlement de marchés exécutés. Certaines ont été contraintes de réduire leurs effectifs. D'autres ont dû céder des actifs pour honorer leurs propres échéances. D'autres encore ont tout simplement fermé. Ce que les statistiques officielles ne montrent pas encore, les bilans des entreprises l'enregistrent déjà.

La dégradation de la note souveraine aggrave mécaniquement cette situation. Elle renchérit le coût du crédit, réduit l'appétit des banques pour les risques d'entreprise, et signale aux investisseurs étrangers que l'environnement des affaires est porteur d'incertitudes systémiques. Un entrepreneur sénégalais qui cherche à financer son développement, à attirer un partenaire étranger, à obtenir une garantie bancaire, paie aujourd'hui le prix direct et concret de cette dégradation.

Le secteur privé n'est pas un acteur secondaire de cette crise. Il en est la première victime silencieuse et potentiellement, si rien ne change, la victime la plus durable.

LE CERCLE VICIEUX DE L'EXSANGUINATION PRIVÉE

Dégradation souveraine renchérissement du crédit bancaire contraction du financement des PME réduction de l'activité économique baisse des recettes fiscales aggravation du déficit nouvelle pression sur la note souveraine.

Ce cercle vicieux ne se brise pas par la polémique. Il se brise par la restauration de la confiance, le règlement des dettes de l'Etat envers le secteur privé, et la conclusion d'un cadre macroéconomique crédible.

III. La polémique : un luxe que le Sénégal ne peut pas se payer

Cette situation serait déjà préoccupante en temps ordinaire. Elle devient critique lorsqu'elle se double d'une polémique publique dont l'intensité tranche douloureusement avec la gravité des enjeux.

Il faut le dire avec clarté, sans chercher à désigner des coupables : dans cette polémique, il n'y a pas de victorieux. Il n'y a qu'un seul perdant : le Sénégal.

Pas l'opposition. Pas la majorité. Pas les commentateurs. Pas les experts. Le Sénégal - c'est-à-dire les citoyens, les entrepreneurs, les travailleurs, les familles qui vivent et espèrent dans ce pays.

Car pendant que les acteurs politiques s'affrontent sur les tribunes, les marchés financiers, eux, observent. Ils ne lisent pas les discours, ils lisent les signaux. Et le signal qu'ils reçoivent lorsqu'un pays s'enlise dans une polémique sur sa propre notation souveraine est sans ambiguïté : ce pays doute de lui-même. Et lorsqu'un pays doute de lui-même, les marchés doutent deux fois plus.

Les surenchères verbales ont un coût réel. Chaque déclaration irresponsable élargit le spread sur les obligations d'Etat. Chaque attaque institutionnelle non démentie fragilise la crédibilité du gouvernement aux yeux des créanciers. Chaque jour de polémique est un jour de moins pour construire la réponse stratégique que la situation exige. La parole publique, dans ce contexte, n'est pas un droit gratuit. C'est une responsabilité dont le coût se mesure en milliards.

IV. Ce que le Sénégal doit choisir

Le Sénégal a traversé des périodes plus difficiles. Il a connu des chocs politiques, des tensions sociales, des crises exogènes. Et chaque fois, il a su retrouver une trajectoire. Mais, cette résilience n'est pas automatique. Elle dépend de la discipline collective, de la cohérence institutionnelle, de la capacité à maîtriser le récit national.

Aujourd'hui, le pays n'a pas besoin de bruit. Il a besoin de méthode. Il n'a pas besoin de réactions. Il a besoin de gouvernance. Il n'a pas besoin de dramatisation. Il a besoin de responsabilité.

Concrètement, cela signifie plusieurs choses. Cela signifie conclure rapidement un programme avec le Fmi non par soumission, mais parce que c'est le signal de crédibilité le plus attendu par les marchés. Cela signifie honorer les dettes de l'Etat envers le secteur privé, non comme un acte de générosité, mais comme une exigence de survie économique. Cela signifie réduire le bruit institutionnel et permettre aux techniciens, aux gestionnaires, aux opérateurs de faire leur travail dans un environnement prévisible.

La signature souveraine est un bien commun un patrimoine immatériel qui se construit lentement et se fragilise très vite. Elle n'appartient ni au gouvernement ni à l'opposition. Elle appartient au peuple sénégalais. Et c'est au nom du peuple sénégalais que chaque acteur - politique, économique, médiatique devrait peser ses mots avant de les prononcer.

V. Rester debout quand les vents se lèvent

Dans les semaines qui viennent, le Sénégal devra montrer qu'il sait rester maître de lui-même lorsque les vents se lèvent. Les échéances financières sont là, elles ne se négocient pas, elles ne s'ignorent pas, elles s'honorent. La fenêtre pour agir se rétrécit. Le coût de l'inaction augmente chaque jour.

Un pays ne se juge pas seulement à ses indicateurs. Il se juge à sa capacité à rester **debout** lorsque les signaux se brouillent. A sa capacité à mettre l'intérêt national au-dessus des calculs partisans. A sa capacité à transformer une crise en catalyseur de rigueur et de cohésion.

Le Sénégal en est capable. Mais, cette capacité n'est pas un acquis. C'est un **choix.** Un choix que chaque acteur de la vie publique doit faire, maintenant, avec la conscience claire de ce qui est en jeu.

«Dans cette polémique, il n'y a pas de victorieux.
Il n'y a qu'un seul perdant : le Sénégal.
Et le Sénégal, c'est nous. »

Lansana Gagny SAKHO Adm.A, C.M.C
Président du Cercle des Administrateurs Publics
Secrétaire Général du CAVIE
Expert en gouvernance publique & Intelligence économique
www.lansanasakho.com